

# BULLETIN DU CERFAM

MARS  
2022

N°9



## “ LA PROMOTION DES CHAÎNES DE VALEURS AGRO- ALIMENTAIRES DURABLES

POUR RÉALISER L'OBJECTIF DE  
DÉVELOPPEMENT DURABLE  
NUMÉRO 2 EN AFRIQUE

2 FAIM  
«ZÉRO»



© WFP / Theresa Piorr

République de Côte d'Ivoire



**CERFAM**  
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL  
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



# ÉDITORIAL



“ La transformation des chaînes de valeur agro-alimentaires au cœur des stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition

Un tiers de la population mondiale est confrontée à la faim et/ou à la malnutrition. Le développement de chaînes de valeur agro-alimentaires, peut constituer un moyen effectif pour permettre à des millions de ménages dans les pays en développement de sortir de la pauvreté, en contribuant à l'amélioration des revenus et des conditions de vie. Selon la Banque Africaine de Développement (AfDB), la transformation des produits agricoles en Afrique ouvrira la voie à des avancées à plus grande échelle sur le continent et permettra d'améliorer manifestement la qualité de vie des ménages. Dans son article à lire en page 4, la Banque partage une évaluation réalisée dans 9 pays d'Afrique et portant sur 15 chaînes de valeur prioritaires, et dont leur organisation et l'amélioration de leur fonctionnement permettront de mieux les valoriser et de les structurer en termes de services de production, de transformation et de commercialisation.

En Afrique, quoi qu'étant des piliers importants des systèmes de production, les petits exploitants sont souvent des participants mineurs dans les chaînes de valeur, et sont confrontés à des handicaps majeurs qui limitent leur valeur ajoutée. Parmi ces handicaps, figurent : (i) le déficit organisationnel, (ii) le manque d'information sur les marchés, et le défi de respecter les standards internationaux et les normes de qualité des produits, ou encore (iii) l'absence de politiques adaptées pour l'amélioration de l'environnement des chaînes de valeurs.

Dans un article en page 9, relatif à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes de valeur agricoles en Afrique de l'Est, le Représentant de la FAO en Afrique de l'Est rappelle les défis auxquels sont confrontés les petits exploitants à la suite de la pandémie de COVID-19, notamment les défis logistiques liés aux restrictions de mouvement, limitant l'accès des agriculteurs aux marchés d'intrants, la difficulté de transformation des produits agricoles, avec la fermeture de petites et moyennes entreprises, la fermeture des marchés de gros et de détail, ainsi que les hausses de prix.

La question de la transformation des produits agricoles et de la valorisation des chaînes

de valeurs agro-alimentaires, reste une préoccupation d'actualité en Afrique de l'Ouest. En Côte d'Ivoire, le Gouvernement a initié un ambitieux programme dénommée "Une Côte d'Ivoire solidaire"<sup>1</sup>, sur la période 2021-2025, qui consiste à soutenir les producteurs afin d'améliorer la rentabilité de leurs surfaces et d'installer des usines de transformation, dans le but de créer des emplois et d'augmenter les gains des producteurs. Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles, appuie la transformation des produits agricoles à travers des projets d'appui au développement des filières, la formation des transformateurs et formatrices aux bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène, ou encore l'installation d'unités semi-industrielles de transformation, avec l'appui financier des partenaires au développement. Les détails de ces actions sont à lire à la page 6 du présent bulletin.

En République de Guinée, la transformation du secteur agricole, le développement rural et l'autosuffisance alimentaire soutenue par des systèmes alimentaires durables sont au centre des actions prioritaires pour le Gouvernement. Le secteur agricole guinéen offre plusieurs opportunités d'investissement rentables, telles que la création d'unités de transformation, la réalisation d'infrastructures et d'équipements de conservation et de conditionnement, ou encore la création et le développement des pôles agricoles pour redynamiser les chaînes de valeur agro-industrielles. Dans le dossier qui lui est consacré en page 16, vous lirez les efforts et initiatives du pays dans la formulation et le développement de politiques et stratégies pour atteindre l'objectif Faim Zéro, avec l'appui des partenaires dont le CERFAM.

La transformation des chaînes de valeur agro-alimentaires doit être placée au cœur des stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition en permettant l'accès à des régimes alimentaires sains, diversifiés et nutritifs, afin de renforcer la résilience des communautés face aux chocs climatiques et socio-économiques, de la réduction de la pauvreté et du bien-être des populations à long terme des pays.

Bonne lecture.

1 [https://www.gouv.ci/\\_actualite-article.php?recordID=13051](https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=13051)



# SOMMAIRE

## 01 / P.03

La nouvelle stratégie de l'AfDB : Renforcer le développement des chaînes de valeur agricoles pour nourrir l'Afrique

## 02 / P.06

La nécessité de la transformation locale des produits agricoles et la valorisation des chaînes de valeurs agro-alimentaires

Article rédigé par Emmanuel Gondo, *Chargé de Programme Production Légumière* au Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA)

## 03 / P.9

L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes de valeur agricoles en Afrique de l'Est

Article rédigé par Yurdi Yasmi, *Représentant régional adjoint* de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'Afrique (FAO)

## 04 / P.11

Améliorer la chaîne de valeur du manioc en République du Congo pour une meilleure sécurité alimentaire et la nutrition

## + DOSSIER / P.16

Une feuille de route pour optimiser la chaîne de valeur du riz et atteindre la sécurité alimentaire en Guinée

## ACTUALITÉS DU CERFAM / P.21



© Yeni Soh





© WFP

# 01 LA NOUVELLE STRATÉGIE DE L'AFDB : RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES POUR NOURRIR L'AFRIQUE

**C**lé de voûte de la sécurité alimentaire, l'agriculture a pour fonction principale de fournir en quantités suffisantes et stables des aliments sains et nutritifs. Quelque 60 pour cent des Africains vivent dans les zones rurales, des zones fortement tributaires de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. Le secteur agricole a toujours constitué une priorité pour la banque africaine de développement. Selon Akinwumi A. Adesina, Président de la Banque africaine de développement, la voie à suivre pour améliorer la qualité de vie en milieu rural est de transformer l'agriculture<sup>2</sup>. Pour lui, la nécessité de réaliser une transformation agricole en Afrique aura cet avantage d'améliorer manifestement la qualité de vie des Africains, de soutenir le développement des pays, et d'aider à la croissance économique.

## Le développement des chaînes de valeur agricoles pour agir plus efficacement sur la sécurité alimentaire en Afrique

Les interventions de la Banque dans le développement des chaînes de valeur ont pour but ultime de réduire la pauvreté, d'améliorer la sécurité alimentaire et d'aider l'Afrique, entre autres, à devenir exportatrice nette de produits alimentaires. Le développement des chaînes de valeur agricoles intervient dans le cadre de la stratégie de la Banque visant à Nourrir l'Afrique, sur la période 2016-2025 et à éradiquer la faim et la pauvreté rurale en Afrique. Pour ce faire, elle ambitionne de transformer l'agriculture en un secteur agroalimentaire compétitif et inclusif qui crée de la richesse, améliore les conditions

de vie et préserve l'environnement.

La stratégie de transformation telle qu'élaborée par la banque identifie 15 chaînes de valeur prioritaires pour des produits de base, en fonction de zones agroécologiques précises. Le but étant d'atteindre l'autosuffisance pour certains produits comme le riz, le blé, le poisson, l'huile de palme, l'horticulture et le manioc ; de gravir les échelons des chaînes de valeur pour les produits principalement destinés à l'exportation comme le cacao, le café, le coton et les noix de cajou ; d'assurer la sécurité alimentaire au Sahel grâce au sorgho, au mil et à l'élevage ; et d'exploiter le potentiel de la savane guinéenne pour la production de maïs, de soja et de bétail.



Source : Banque africaine de développement.<sup>3</sup>

<sup>2</sup> <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/transforming-agriculture-in-africa-17432>

<sup>3</sup> [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Brochure\\_Feed\\_Africa\\_Fr.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Brochure_Feed_Africa_Fr.pdf)



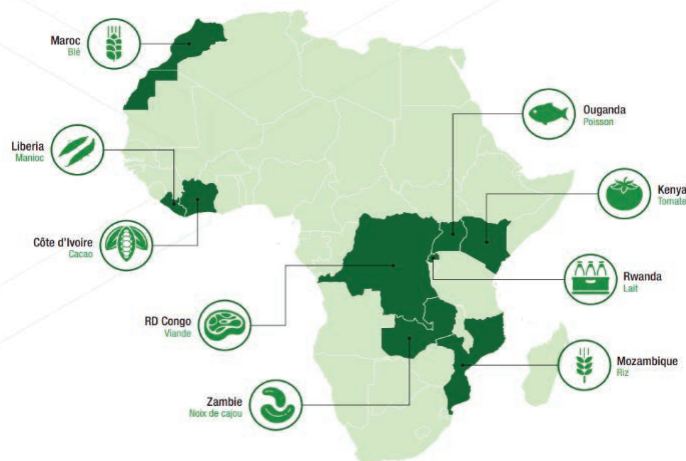
# 15 CHAÎNES DE VALEUR PRIORITAIRES

identifiées par la Banque Africaine de Développement dans sa stratégie de transformation

## Une évaluation du développement des chaînes de valeur agricoles dans 9 pays d'Afrique

Le potentiel de production et de valorisation des chaînes de valeur en Afrique, et principalement dans la région ouest africaine, est encore peu exploité, compte tenu des marges d'amélioration techniques (rendements) et économiques (transformation, commercialisation, exportations) existantes dans la région. Sur la période 2005–2016, la banque a initié une étude/évaluation des chaînes de valeur dans 9 pays, choisis en fonction de la couverture régionale, de l'ampleur des activités de développement de la chaîne de valeur agricole ; ce sont le Maroc, le Libéria, la Côte d'Ivoire, la RD Congo, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, la Zambie et le Mozambique. Les principales chaînes de valeur évaluées portaient sur : le blé, le manioc, le cacao, le poisson, la tomate, la viande, le lait, le riz et aussi la noix de cajou. Cette analyse permet de comprendre comment la chaîne de valeur est organisée (acteurs, gouvernance...) et comment elle fonctionne. Les études ont montré

Figure 1 : Vue d'ensemble des pays et des CV choisis pour les études de cas



la pertinence du développement des chaînes de valeur en harmonie avec les stratégies pays. Cependant, les stratégies de développement des chaînes de valeur agricoles ne sont pas toujours à jour ou alors en cours d'élaboration. Bien souvent, les stratégies semblent avoir été élaborées sans participation externe, donc bien souvent centrées sur des aspects techniques de production et de transformation, excluant d'autres processus comme la commercialisation ou la consommation. Les études dans les pays ont par ailleurs décelé que peu d'efforts avaient été déployés pour renforcer les organisations paysannes, et aucun soutien n'avait été fourni pour assurer la formation de ces organisations afin de les aider à mieux structurer la chaîne de valeur en termes de services de production, de transformation et de commercialisation.

## Quelles recommandations pour le développement des chaînes de valeur agricoles durables, efficaces et inclusives ?

L'évaluation menée dans les 9 pays aura permis de mettre en lumière les contraintes, mais aussi des enseignements pouvant aider la banque à atteindre sa stratégie de nourrir l'Afrique et aussi le développement à long terme du secteur agricole en Afrique. Au nombre des leçons apprises : la nécessité de tenir compte de la rentabilité tout au long de la chaîne de valeur ; la nécessité d'une planification réaliste qui tient compte de la pertinence de la portée en termes de temps requis pour permettre la maturation des activités, des acteurs de chaîne de valeur retenus pour le soutien; et aussi assurer l'inclusivité dans le développement des chaînes de valeur agricoles, c'est-à-dire des efforts soutenus, concertés et ciblés à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre du développement des chaînes de valeur agricoles, essentiels pour assurer l'inclusivité.

Pour la banque africaine de développement, la transformation agricole des produits en Afrique ouvrira la voie à des avancées à plus grande échelle sur le continent, offrant aux populations pauvres des opportunités de création d'emplois décents et de valeur ajoutée additionnelle sur les marchés locaux et mondiaux. Ce qui va avoir un impact conséquent sur la réduction de la pauvreté et l'éradication de la faim, les deux premiers des Objectifs de développement durable.

Source : Banque africaine de développement<sup>4</sup>.

4 [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/IDEV-4- Evaluation\\_groupee\\_Chaines\\_de\\_valeur\\_agricoles.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/IDEV-4- Evaluation_groupee_Chaines_de_valeur_agricoles.pdf)





## 02 LA NÉCESSITÉ DE LA TRANSFORMATION LOCALE DES PRODUITS AGRICOLES ET LA VALORISATION DES CHÂÎNES DE VALEURS AGRO-ALIMENTAIRES

### La transformation locale des produits agricoles, une vision globale

**L**a question de la transformation des produits agricoles et la valorisation des chaînes de valeurs agro-alimentaires, reste une préoccupation d'actualité au niveau global, régional et national. Celle-ci transparait dans toutes les stratégies de développement édictées à ce jour.

En effet, le 25 septembre 2015, en parallèle de l'Assemblée générale des Nations unies, 193 dirigeants de la planète se sont engagés sur 17 objectifs à atteindre au cours des prochaines années (2015-2030). Ces objectifs mondiaux appelés « Objectifs de Développement Durable » (ODD) font partie du nouveau programme de développement post-2015, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'ODD N° 2 qui vise à éliminer la faim et la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable, montre bien la prise en compte de la transformation des produits agricoles au niveau local.

### La transformation des produits agricoles au cœur des stratégies des pays et des partenaires au développement

Au niveau régional, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) place depuis 2016, la transformation des produits agricoles au cœur de sa stratégie. En effet, il a lancé le lundi 19 septembre 2016 à son siège à Abidjan, sa « Stratégie pour la transformation agricole en Afrique 2016-2025 ». L'objectif de ce lancement, par le département de l'agriculture et l'agro-industrie de l'institution, est de présenter la stratégie susmentionnée à un large éventail de parties prenantes sur le continent. Cette stratégie vise quatre cibles spécifiques :

contribuer à l'élimination de l'extrême pauvreté en Afrique d'ici 2025 ;

éradiquer la faim et la malnutrition en Afrique d'ici 2025 ;

faire de l'Afrique un exportateur net de produits alimentaires ;

positionner le continent africain au sommet des chaînes de valeur mondiales orientées vers l'exportation où il a un avantage comparatif.



## 04 CIBLES SPÉCIFIQUES

visées par la Stratégie pour la transformation agricole

En Côte d'Ivoire, le Gouvernement a élaboré le Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2), document consensuel lancé en novembre 2016, contenant les interventions dans les secteurs agro-sylvo-pastoral et halieutique sur la période 2018-2025. Le PNIA 2 s'inscrit dans le cadre de l'application sectorielle du Plan national de développement (PND) destiné à créer la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. En son Programme 2 : Amélioration de la valeur ajoutée et de la performance des marchés, le PNIA 2 accorde une importance capitale à la transformation des productions agricoles, à en croire son résultat attendu 1 : le renforcement de la capacité de valorisation des produits agricoles est effectif pour l'ensemble des acteurs du secteur.

### Le FIRCA et la transformation locale des produits agricoles

L'importance pour la transformation des produits agricoles a été matérialisée au Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) en 2016, par la création du poste de Chargé de programmes Transformation et Valorisation. Cette initiative a permis la prise en charge de deux plateformes de transformatrices : le Réseau des transformatrices des produits agricoles de Côte d'Ivoire (RETPACI) et l'Alliance des femmes entrepreneuses solidaires de Côte d'Ivoire (AFESCI-GROUP). Les actions de ces structures sont orientées dans la transformation des produits céréaliers (riz, maïs), des féculents (igname, bananes et manioc) et oléagineux (karité, sésame, arachide, l'amande de la noix de cajou).



## 66 UNITÉS DE TRANSFORMATION

mises aux normes  
par le FIRCA pour la  
transformation du  
manioc, sous forme  
d'attiéké





## Transformation et valorisation des produits locaux

# + 300 BOULANGERS ET 150 PÂTISSIERS

bénéficiaires de formations et de dotation en équipements de production



Avec l'appui financier des partenaires au développement et des ressources mobilisées auprès des filières (caisse de solidarité), le FIRCA a enregistré des avancées notables dans la transformation et la valorisation des produits locaux. En effet, bénéficiant d'un financement octroyé par l'Union européenne, le FIRCA a mis en œuvre le projet d'appui au développement des filières manioc et maraîcher en Côte d'Ivoire (PRO2M), tout en mettant un accent particulier sur la transformation du manioc, sous forme d'attiéké et pâte (placali), avec la mise aux normes de 66 unités de transformation, la formation des transformateurs et formatrices aux bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène. A terme, ce sont un peu plus 60 mille tonnes de produits dérivés qui devront être produits.

Par ailleurs, sous financement de la Banque Mondiale, le FIRCA a mis en œuvre le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP- 2013-2017). Les activités dudit programme ont permis de générer et de diffuser auprès des acteurs, plus d'une trentaine de technologies performantes portant sur l'ensemble de la chaîne des valeurs des sept spéculations prioritaires que sont : la banane plantain, le maïs, l'igname, le riz, le manioc, le porc et la volaille traditionnelle.



**Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), personne morale reconnue d'utilité publique, est un organe du dispositif institutionnel officiel de développement de l'agriculture en Côte d'Ivoire.**

- Sa mission est de mobiliser des ressources financières auprès de l'Etat, des Filières agricoles et Partenaires Techniques et Financiers, pour assurer, dans tous les secteurs de production agricole (végétale, forestière, animale et halieutique), le financement pérenne des programmes de fourniture de services agricoles aux exploitants agricoles, dont la recherche technologique pour l'amélioration des produits agricoles et des produits transformés.

Le FIRCA : investir pour le futur, anticiper, innover.

Dans son volet transformation et valorisation des produits agricoles locaux, des farines locales de haute qualité de manioc, de banane plantain et de maïs ont été mises au point et ont fait l'objet de diffusion pour la fabrication de pains dits « pains composés », de mets et autres produits de boulangerie et de pâtisserie, acceptés par le consommateur ivoirien. Pour y parvenir, un transfert de technologie a été initié grâce à la convention signée avec l'Union Nationale des Patrons Boulangers de Côte d'Ivoire (UNPBCI) et la Fédération des pâtisseries de Côte d'Ivoire (FEPACI). Cet appui a concerné plus de 300 boulangers et 150 pâtisseries sur l'étendue du territoire national qui ont bénéficié de formations et de dotation en équipements de production.

Outre ces initiatives de formation, dans le souci d'étoffer la disponibilité en farines locales de qualité et en quantité suffisante, le FIRCA a installé et mis en service, en août 2018 une unité semi-industrielle de transformation de racines, tubercules et féculents en farine, au sein de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHB) à Yamoussoukro. Cette unité a une capacité minimum de traitement de :

+ 3000 kg de manioc frais par jour, soit la production de 750 kg de farine.

+ 1000 kg de banane plantain frais par jour, soit la production 200 kg de farine.

+ 1000 kg de patate douce frais par jour, soit la production de 200 kg de farine.

+ 1000 kg d'igname par jour, soit la production de 250 kg de farine.

Fort de l'importance accordée à la question de la transformation, le poste de Chargé de Programme transformation et valorisation s'est mué en Service « Innovation, Transformation et Valorisation (SITV). Cette nouvelle vision devrait permettre de mieux appréhender les questions de transformation au sein des filières agricoles.





© FAO / Luis Tato

## 03 L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'EST

### Comment la COVID-19 a-t-il touché les systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Est et les options politiques post-crise ?

**L**a pandémie de COVID-19 a frappé l'Afrique de l'Est à un moment particulièrement critique, alors que les économies de plusieurs pays de la sous-région se remettaient des effets des récentes sécheresses et des graves inondations, et faisaient face à la pire invasion de criquets pèlerins en 25 ans.

Dès le début, l'appel de la FAO a été d'empêcher que la crise sanitaire ne devienne une crise alimentaire. Tous les gouvernements d'Afrique de l'Est ont déclaré que les produits agricoles étaient essentiels pour assurer les déplacements. Cependant, les mesures de confinement liées à la COVID-19, les obligations de rester à la maison et les restrictions de voyage et de transport ont entraîné des difficultés logistiques pour les commerçants. Nonobstant cette priorisation de l'agriculture, dans la pratique, des impacts se sont fait sentir sur différents segments de la chaîne de valeur agricole, en particulier au début de la pandémie.

Lorsque la pandémie a commencé en 2020, les défis logistiques liés aux contrôles transfrontaliers mis en place par les pays pour empêcher la propagation du virus ont défié l'importation d'intrants agricoles. Au niveau local, les premières restrictions de mouvement ont limité l'accès des agriculteurs aux marchés d'intrants dans certaines localités.

Plus loin, le long des chaînes de valeur agricoles, les pénuries de main-d'œuvre agricole ont affecté la production. L'étape de transformation avait une capacité réduite avec la fermeture de petites et moyennes entreprises. Des pertes post-récolte se sont produites. Les marchés de gros et de détail ont été fermés. Les hausses de prix associées à la perte d'emplois et de revenus ont affecté le pouvoir d'achat des pauvres.

### L'impact de la COVID-19 sur la production

Les prix du maïs ont augmenté de 6 à 14 pour cent en avril 2020, par rapport au mois précédent au Burundi, de 2 à 41 pour cent dans 8 des 11 marchés somaliens surveillés, et de 18 à 45 pour cent dans 5 des 7 marchés surveillés au Soudan du Sud.

En Somalie, bien qu'aucune restriction imposée par le gouvernement n'ait été signalée, les vendeurs d'intrants agricoles ont rencontré des difficultés pour accéder aux semences et aux intrants vétérinaires. D'autres impacts de la COVID-19 pour les ménages agricoles en Somalie ont été la perte de sources de revenus, l'insuffisance des ressources vétérinaires, l'augmentation des coûts alimentaires et de transport et la maladie des membres du ménage. Les agriculteurs commerciaux de cultures à forte valeur qui ont tendance à être à forte intensité de main-d'œuvre ont également connu des pénuries de main-d'œuvre agricole en raison des restrictions sur les mouvements des personnes.



# - 5,5 POINTS DE POURCENTAGE

du taux de croissance du PIB de 2020 en Afrique subsaharienne à cause de la COVID-19

Le secteur de l'élevage en Afrique de l'Est fait vivre plus de 30 millions de personnes. Ces propriétaires de bétail et éleveurs ont été confrontés à un accès interrompu aux parcours et aux points d'eau. Les perturbations des marchés de bétail ont réduit les revenus des ménages d'éleveurs. En Somalie, où le secteur de l'élevage est le principal contributeur aux moyens de subsistance et emploi plus de 65 pour cent de la population, les évaluations d'impact de la COVID-19 ont révélé que les restrictions de mouvement et les fermetures de marchés affectaient les marchés d'exportation de bétail, en particulier vers le Moyen-Orient pendant le hadj. Cela a, à son tour réduit le revenu des ménages d'éleveurs. De même, une évaluation de l'impact de la COVID-19 de la FAO au Soudan du Sud a révélé que les marchés du bétail étaient touchés, réduisant ainsi la vente de bétail et de produits d'élevage pour les commerçants et les ménages.

Les défis pour la pêche comprenaient des difficultés d'accès aux intrants de pêche, une main-d'œuvre coûteuse et des difficultés d'accès au carburant, selon les évaluations d'impact de la COVID-19 en Somalie et au Soudan du Sud. Ce secteur a également fait face à des pertes post-récolte accrues en raison des couvre-feux imposés et du manque d'installations de refroidissement ou de réfrigération.

En effet, les petites et moyennes entreprises et les chaînes de valeur avec des denrées périssables ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie, en particulier les produits horticoles, les produits de la pêche, le lait et la viande. La fermeture de nombreux marchés informels dans les zones urbaines et périurbaines pour éviter la surpopulation a perturbé les systèmes d'approvisionnement alimentaire, en particulier pour les produits frais, tels que la viande, les œufs et le lait. Pour les pays qui ont imposé des couvre-feux, les principaux marchés de gros de fruits et légumes et d'autres produits alimentaires ont fonctionné à capacité réduite.

## Les Options politiques pour créer des voies inclusives hors de la pandémie

Avant la pandémie, les niveaux d'insécurité alimentaire en Afrique étaient élevés. La COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités existantes et les niveaux d'insécurité alimentaire chronique et aiguë ont augmenté. On estime également que la pandémie a considérablement réduit le taux de croissance du PIB de 2020 en Afrique subsaharienne de 5,5 points de pourcentage et accru l'extrême pauvreté.

Alors que les pays luttent pour se remettre de la COVID-19, une grave sécheresse a également touché la région, en particulier l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie. La sécheresse a flétri les récoltes et tué le bétail, menaçant davantage la vie et les moyens de subsistance des familles rurales vulnérables.

Construire des voies inclusives et résilientes vers des moyens de subsistance ruraux et des systèmes agroalimentaires plus solides qui résistent à de multiples chocs comme ceux-ci, est une prochaine étape essentielle pour sortir de la pandémie.

***Une coopération régionale forte, des partenariats renforcés, une coordination transfrontalière et le partage des enseignements tirés sont les pierres angulaires de cette entreprise.***

Il est tout aussi important de renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour mieux anticiper et faire face aux chocs futurs. De plus, nous devons continuer à trouver des solutions innovantes dans nos chaînes d'approvisionnement, telles que le transfert d'argent, les transactions en ligne et d'autres applications, pour être plus agiles et adaptatifs lors du prochain choc, et pour réduire la propagation des virus par contact. Tout comme les citoyens peuvent commander de la nourriture et la payer à l'aide d'une application, les communautés rurales pourraient adopter les mêmes systèmes pour soutenir les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires.

Les pays devraient revoir leurs politiques commerciales nationales et régionales pour assurer l'alignement sur l'Accord de libre-échange continental africain afin de faire progresser la coopération régionale et la coordination transfrontalière. Cela comprend l'exploration des opportunités pour le commerce et les services numériques transfrontaliers.

Pour renforcer la résilience face aux impacts de la pandémie de COVID-19, les politiques de relance doivent être inclusives, en particulier pour les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés.





© WFP / Alice Rahmoun

04

MISE EN VALEUR DE L'ACTION DU PAM « CHANGER LES VIES » PAR DES BONNES PRATIQUES :

## AMÉLIORER LA CHAÎNE DE VALEUR DU MANIOC EN RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR UNE MEILLEURE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

### L'empreinte du PAM sur la scène mondiale de l'aide au développement

**L**e PAM a-t-il mis en œuvre des interventions ayant un impact réel et avéré sur la sécurité alimentaire et la nutrition et contribué de manière décisive à l'augmentation des revenus des petits exploitants agricoles et des autres acteurs des chaînes de valeur des aliments de base essentiels en Afrique ?

À une époque d'incertitude et de complexité sans précédent, résultant de multiples crises combinées allant du changement climatique, des conflits, de la volatilité des prix des denrées alimentaires, aggravée par la pandémie du Coronavirus, le financement des donateurs gouvernementaux, qui constitue la majeure partie des ressources du PAM, devient de plus en plus incertain, en particulier pour les interventions de développement. Que fait concrètement le PAM pour rendre son travail de développement plus visible ? Le PAM a-t-il posé des fondations suffisamment solides et préparé le terrain pour passer de la « fourniture à l'habilitation », comblant le lien entre l'humanitaire, la paix et le développement ?

La voie du redressement après la pandémie ouvre de nouvelles opportunités pour le positionnement du PAM, ses partenariats et ses ressources dans des domaines tels que les systèmes de santé nationaux, la protection sociale et la reprise économique. Les gouvernements partenaires, les institutions

financières internationales et d'autres donateurs inexploités comme le secteur privé intensifient leurs investissements pour répondre aux besoins sans précédent résultant des crises multiples.

Le PAM doit reformuler son discours de « tous pour l'humanitaire » pour faire place à un positionnement et à un engagement plus audacieux sur des questions d'intérêt et de priorité dans l'écosystème du développement international : transformation rurale, résilience communautaire intégrée, adaptation au changement climatique, autonomisation des jeunes et des femmes, systèmes alimentaires durables et développement du capital humain, des thématiques conformes aux priorités de financement des partenaires de développement nationaux et internationaux.

Sur la voie qui mène de la « fourniture » à « l'habilitation », de « sauver des vies » à « changer des vies », le PAM peut tirer parti de son importante présence sur le terrain, de son solide cadre stratégique, d'un éventail de modalités et d'outils programmatiques se renforçant mutuellement, d'une main-d'œuvre qualifiée et des mécanismes et outils apportés par la coopération Sud-Sud et triangulaire et le renforcement des capacités les pays.

***Le PAM devrait exploiter des travaux en cours pour documenter les réussites et les bonnes pratiques et investir dans leur diffusion afin de mettre en évidence les interventions efficaces qui « changent les vies ».***

## Tirer profit des bonnes pratiques grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire et au renforcement des capacités

Depuis 2019, le CERFAM facilite la mobilisation et le déploiement des experts de la Côte d'Ivoire et du Bénin pour accompagner les agriculteurs de la République du Congo dans le renforcement des maillons les plus faibles de la chaîne de valeur nationale du manioc. Cette initiative a favorisé les échanges institutionnels entre les ministères de l'agriculture et du développement rural de ces trois pays et a permis de tirer avantage des efforts de renforcement des capacités des pays en offrant une formation à la fabrication d'équipements améliorés et un renforcement des compétences techniques dans les processus de transformation. Cette coopération Sud-Sud a permis d'augmenter la quantité et la qualité du produit final, de créer de nouveaux débouchés et d'améliorer les compétences des petits exploitants agricoles et des artisans. Cette initiative transformatrice s'est concentrée sur la création d'un environnement favorable à l'autonomisation des femmes et des jeunes des communautés ciblées et a eu un impact sur la vie quotidienne de nombreux ménages et communautés engagés dans le processus.



**Au Congo les produits dérivés du manioc contribuent à la couverture des besoins énergétiques des populations.**

Grâce à des actions simples, concrètes, reproductibles et évolutives, le PAM peut avoir un impact important et durable sur la vie de nombreux Congolais, ouvrant ainsi la voie vers la Faim Zéro. Investir dans l'identification et la diffusion de bonnes pratiques telles que l'exemple du Congo peut être un puissant moyen de favoriser l'engagement de la communauté, d'accroître l'engagement du gouvernement et de mobiliser le soutien financier et technique des partenaires du développement. En capitalisant sur sa profonde présence sur le terrain, sa connaissance du contexte et des réalités locales, son partenariat élargi au-delà des frontières traditionnelles et la confiance de ses donateurs, le PAM a été le pionnier d'une réussite rafraîchissante et inspirante au Congo, laissant des marques frappantes et tangibles dans la vie de nombreux Congolais, femmes, hommes, garçons et filles.

## Qu'y a-t-il de nouveau et pourquoi ce « nouveau gari » est-il en plein essor alors que le manioc a toujours été le principal aliment de base en République du Congo ?

La République du Congo est un pays à revenu intermédiaire, riche en ressources et à déficit alimentaire, classifié comme ayant de « sérieux » problèmes de faim dans l'Indice de la faim dans le monde en 2017. L'insécurité alimentaire dans le pays découle d'une productivité agricole limitée, d'une vulnérabilité généralisée, de conflits sociaux et politiques récurrents et d'inégalité de genre. La République du Congo est un grand producteur et consommateur de manioc. Malgré l'importance du manioc pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays, la plupart de la population dépend encore de méthodes traditionnelles et manuelles pour le traiter et le transformer en produits dérivés tels que le gari. Cette méthode de transformation rudimentaire prend beaucoup de temps, est épuisante et inefficace en termes de rentabilité pour les agriculteurs ruraux. Certains procédés, comme le grillage et le râpage, exigent un travail physique intense avec des risques élevés de blessures. En outre, les produits dérivés du manioc sont peu diversifiés, ce qui limite l'accès aux marchés et aux revenus.

## Approche holistique pour combler le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix

En réponse aux défis de la faim au Congo, le PAM a articulé un Plan stratégique national-CSP (2019-2023) qui adopte une stratégie holistique, pilotée par le pays, adaptée aux chocs et à long terme au Congo, qui donne la priorité au travail au niveau du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix. Grâce à cette approche, le PAM vise à s'attaquer aux causes immédiates et sous-jacentes de la vulnérabilité tout en facilitant le développement des capacités nationales pour assurer la durabilité, l'appropriation nationale et un transfert progressif des interventions au gouvernement. Toutes les activités intègrent une programmation tenant compte de la dimension de genre et de la nutrition. Conformément à la nouvelle méthode de travail, le PAM au Congo a investi dans le renforcement des partenariats stratégiques et opérationnels pour un plus grand impact à travers son soutien aux urgences, mais aussi dans les activités de développement telles que l'alimentation scolaire, le soutien aux petits exploitants agricoles et le renforcement des capacités institutionnelles.





© WFP / Alice Rahmoun

## Le « nouveau gari »

Anne-Marie, une mère célibataire à la tête d'une famille de six personnes, s'affaire à réapprovisionner ses stocks...



**Le gari est une farine de manioc grillée provenant de l'Afrique de l'Ouest**

les produits de son stand se vendent rapidement. Depuis trois mois, son petit commerce est situé à un carrefour important de Bouenza, une ville au sud de la République du Congo, située dans le département de la Bouenza, à plus de 200 km de la capitale Brazzaville. Son commerce, situé juste à cette intersection, une route importante qui relie Brazzaville et Pointe Noire, la deuxième grande ville de la République du Congo, est en effervescence. De nombreuses voitures s'arrêtent au bord de la route et les gens rejoignent les trottoirs pour acheter un snack « le nouveau gari », un snack à emporter savoureux et abordable que l'on voit disposé sur de petits sacs en plastique. Le « gari », est une farine de manioc grillée qui trouve ses origines en Afrique de l'Ouest. Au Congo et dans de nombreux autres pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, le manioc fait partie des principaux aliments de base. Anne-Marie sourit car elle est fière d'être associée à un « nouveau » produit à la mode qui suscite tant d'intérêt auprès des clients et qui, surtout, « rapporte de l'argent ». Ses ventes ont triplé avec le « nouveau gari ». Cela fait une énorme différence pour elle et sa famille. Elle pense déjà à développer son activité et à acheter quelques produits de base pour améliorer sa vie quotidienne. Anne-Marie fait partie du nombre croissant de vendeurs qui s'approvisionnent auprès de coopératives locales de petits exploitants agricoles, dont beaucoup sont composées et dirigées par des femmes.



Le gari que vous trouvez à Bouenza et dans de nombreux autres endroits du Congo est produit par des coopératives locales de transformation du manioc, principalement dirigées par des femmes. Ces coopératives locales produisent et commercialisent le produit sous le nom de « nouveau gari », car il est plus homogène et plus attrayant que le produit traditionnel. Un kilo est vendu à 450 francs CFA ou 75 cents américains. Le marché de ce produit est en pleine croissance car la qualité du produit justifie la prime. Ce résultat est obtenu grâce à l'amélioration des techniques et des équipements et à la formation que ces coopératives de petits exploitants agricoles ont reçue du PAM au Congo et de ses partenaires

## Adopter une approche d'apprentissage ouverte sur les solutions et les innovations des pays voisins

Pour répondre aux défis qui entravent la chaîne de valeur du manioc, le PAM au Congo a décidé d'aider le gouvernement à chercher des solutions et des bonnes pratiques dans d'autres pays. La question était simple mais puissante : existe-t-il des technologies et des produits dans les pays voisins qui s'adaptent au contexte et aux demandes spécifiques de la République du Congo ? Des machines plus efficaces pourraient-elles être fabriquées localement, et des personnes pourraient-elles être formées pour acquérir les compétences nécessaires à l'amélioration de l'ensemble de la chaîne de valeur du manioc ? Ces actions pourraient-elles augmenter les revenus des petits exploitants agricoles et des autres acteurs de la chaîne de valeur, en particulier dans les zones rurales, et contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? Avec ces questions en tête, le gouvernement du Congo, à travers le PAM, a demandé l'assistance technique du CERFAM pour faciliter un processus qui capitalise sur la coopération Sud-Sud et le renforcement des capacités des pays, deux composantes clés du travail du PAM sur le développement, pour soutenir le développement de la chaîne de valeur du manioc au Congo.

### La coopération Sud-Sud et le renforcement des capacités des pays comme moteurs de l'action habilitant du PAM en matière de développement

Facilitée par le PAM au Congo et le CERFAM, une initiative de coopération Sud-Sud et triangulaire entre la République du Congo, la Côte d'Ivoire et le Bénin, a été mise en œuvre dans le but de renforcer la résilience des communautés rurales cibles, en particulier les femmes et les jeunes hommes, en créant des opportunités égales pour bénéficier de l'agroalimentaire, y compris la transformation du manioc, la commercialisation et la consommation sûre de ses produits dérivés. Le CERFAM a organisé un processus d'assistance technique qui a réuni des experts des ministères de l'agriculture de la Côte d'Ivoire et du Bénin, et de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale en Côte d'Ivoire (I2T).

L'initiative visait à renforcer leurs capacités et leurs compétences pour diversifier et améliorer leurs systèmes alimentaires, varier leurs sources de revenus et améliorer la qualité des aliments

produits en utilisant les matières premières agricoles locales dans leurs régions avec les équipements et les outils fabriqués.



© WFP / Alice Rahmouni

### Comprendre le contexte, identifier les lacunes, et adapter la réponse

Une mission d'évaluation conjointe a été entreprise afin d'avoir une compréhension approfondie des méthodes de production locales, et des défis et aussi de développer des solutions adéquates et locales pour améliorer la chaîne de valeur du manioc. Ces échanges ont contribué à une meilleure adaptation de la formation et de l'équipement au contexte local.

Les experts et les bénéficiaires ont collaboré en partageant les ressources et les techniques. Il y a également eu une fertilisation croisée puisque les femmes et les hommes qui ont été formés partagent maintenant leurs nouvelles compétences avec d'autres coopératives. De nouvelles recettes de produits dérivés du manioc ont également été développées, contribuant à une meilleure commercialisation, distribution et diversification des produits de consommation.

L'approche participative inclusive est essentielle pour la durabilité de l'initiative, car elle implique le gouvernement local et la communauté dans la conception d'une assistance qui répond aux besoins de la population locale avec des solutions adaptées au contexte. Une approche d'apprentissage et d'échange entre Africains a joué un rôle crucial car la Côte d'Ivoire et le Bénin ont été confrontés à ces défis et connaissaient le pas à franchir.



## Récolter des résultats immédiats

Ce projet de coopération Sud-Sud a eu de multiples avantages : il a introduit de nouveaux produits de meilleure qualité pour la consommation, augmentant l'accès aux marchés et les revenus des petits exploitants agricoles, des coopératives agricoles féminines et des détaillants. Les nouvelles techniques ont également permis de réduire la charge des femmes, d'enrichir et de diversifier le régime alimentaire des communautés cibles avec un produit de meilleure qualité. Les artisans formés ont reçu des demandes de production de matériel similaire de la part d'une nouvelle clientèle, encourageant ainsi l'esprit d'entreprise chez les jeunes locaux. La fortification du manioc est une autre opportunité à considérer car il peut jouer un rôle clé dans la lutte contre les carences en micronutriments. Un atelier de capitalisation avait été organisé en novembre 2020 à Brazzaville pour faire le point sur les réalisations, tirer des leçons et tirer parti de l'impact des bonnes pratiques dans le renforcement des systèmes alimentaires locaux.

Les résultats prometteurs de la première phase ont déclenché une deuxième assistance technique qui étend le soutien à la chaîne d'approvisionnement de la banane. Cette deuxième phase intègre des aspects novateurs axés sur une plus grande autonomisation économique des femmes - plus de la moitié du personnel des groupes bénéficiaires sont des femmes -, l'inclusion financière par le biais de transferts monétaires électroniques, la création de nouveaux marchés pour la transformation des sous-produits avec des liens plus forts avec le programme d'alimentation scolaire du PAM qui joue déjà un rôle clé dans la promotion de l'éducation, de la santé et de la nutrition.



## Que nous réserve l'avenir ?

**L'horizon semble plutôt prometteur. Le succès de cette initiative du PAM a trouvé un écho auprès des autorités nationales et locales, ainsi que des communautés. Les partenaires traditionnels du développement ont montré un intérêt accru pour le financement de telles initiatives. L'initiative Promanioc (proCassava) s'inscrit dans le cadre de la diversification de l'économie et du soutien à la réponse post-COVID19 du gouvernement congolais.**

- Les résultats obtenus sur une période aussi limitée et le niveau d'engagement ont également inspiré d'autres pays, suscitant un grand intérêt au sein du PAM et en dehors de l'organisation également. Il y a beaucoup à apprendre pour promouvoir la réplique et l'expansion dans d'autres régions du Congo et dans les pays voisins. Le CERFAM, qui continuera à documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques résultant du projet, les a déjà largement diffusées par le biais de sa plateforme numérique d'échange de connaissances dédiée -KEPT.

Cette initiative d'optimisation des ressources illustre ce qu'il est possible de réaliser lorsqu'une bonne conception, une bonne planification, une collaboration multiforme, une approche innovante et un investissement initial sont réunis. Le PAM peut capitaliser sur la bonne combinaison de l'expertise et du savoir-faire internes et des partenaires, de l'excellence des programmes, des approches novatrices et du leadership pour trouver l'agilité nécessaire à la mise en place de solutions transformatrices de genre qui soutiennent les communautés locales et les gouvernements dans leur quête d'accélération des progrès vers la Faim Zéro sur le continent. C'est la marche à suivre pour « changer des vies ».





© WFP / Yeni Soh

## Une feuille de route pour optimiser la chaîne de valeur du riz et atteindre la sécurité alimentaire en Guinée

### LA PLACE DU RIZ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DANS LE CONTINENT

Cultivé dans 40 des 54 pays africains, le riz est devenu la céréale la plus consommée en Afrique de l'Ouest. Il représente plus de 25 pour cent du total des céréales consommées, se plaçant au deuxième rang, donc derrière le maïs<sup>5</sup>. Il est aussi la source de revenus de plus de 35 millions de petits riziculteurs en Afrique<sup>6</sup>. Comment s'assurer que le riz, l'une des cultures vivrières les plus importantes du continent et qui joue un rôle stratégique dans la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, soit disponible en quantité et qualité suffisantes et accessible à tous tout au long de l'année pour atteindre l'objectif 'faim zéro' dans la région ?

Les gouvernements africains affichent d'ambitieux objectifs d'autosuffisance en riz, et sont continuellement à la recherche de solutions pour renforcer la capacité de leur pays à répondre à la demande croissante de leurs populations. Cependant, malgré les différentes politiques de développement de la filière et les nombreux atouts des pays africains en matière de production de riz, autour des 25 millions de tonnes<sup>7</sup>, les pays doivent recourir à des importations massives pour couvrir leurs besoins, les exposant ainsi à des chocs qui ont conduit à de vastes manifestations publiques dites de « la faim » tels que révélés lors de la crise alimentaire de 2008. Cette crise a mis en lumière la très forte dépendance de la région aux importations de riz et son exposition à la volatilité des cours sur le marché mondial, ainsi que les nombreuses contraintes auxquelles sont confrontées les filières locales, en matière (i) de technologie, et autres intrants (ii) de gestion des pertes post récoltes, les effets négatifs du changement climatique - qui affectent les chaînes des valeur agricoles- (iii) de financement et (iv) de coordination, rendant la production rizicole africaine insuffisante pour faire face aux besoins de sa population, sous la triple pression de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'évolution rapide des régimes alimentaires en Afrique de l'Ouest.



**40 DES  
54 PAYS  
AFRICAINS**

cultivent le riz

**LE RIZ  
REPRÉSENTE  
25% DES  
CÉRÉALES**

consommées en Afrique  
de l'Ouest

**90 KG DE RIZ  
CONSOMMÉS**

en moyenne par an et par  
habitant en Guinée

5 [http://publications.cirad.fr/une\\_notice.php?dk=570876](http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=570876)

6 <https://www.africanice-fr.org/importance-du-riz-en-afrique>

7 [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/l-afrique-se-bat-pour-accroitre-ses-rendements-en-riz\\_3850449.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/l-afrique-se-bat-pour-accroitre-ses-rendements-en-riz_3850449.html)



A cela s'ajoutent les conflits récurrents et les mesures sanitaires y compris les restrictions de mouvements de biens et personnes dans le contexte de la crise de la Covid-19 ayant impacté négativement les chaînes d'approvisionnement en intrants.



## SEULEMENT 50% DES TERRES ARABLES

en Guinée sont exploitées sur un potentiel de 6,2 millions d'hectares de terres très fertiles dont le pays dispose.

## LE RIZ EN GUINÉE : POURQUOI, MALGRÉ UN POTENTIEL AGRICOLE IMPORTANT, LE PAYS N'ARRIVE-T-IL PAS À COUVRIR LES BESOINS DE SA POPULATION ?

La Guinée dispose de terres très fertiles dont le potentiel en terres arables est estimé à 6,2 millions d'hectares, dont seulement 50 pour cent sont exploités<sup>8</sup>. Le riz est la principale culture vivrière de la Guinée. Il joue un rôle social et économique important en offrant une activité génératrice de revenus tout au long de la chaîne de valeur particulièrement aux femmes et aux jeunes qui le produisent, le transforment et le commercialisent. Le riz, du fait de sa large consommation, constitue la principale source d'énergie alimentaire, jouant un rôle important pour la réduction de la faim et l'amélioration de la nutrition. La consommation moyenne est variable selon les régions naturelles, avec une moyenne nationale d'environ 90 kg de riz par an et par habitant<sup>9</sup>. La moyenne est de 80 et 100 kg/an en Côte d'Ivoire et au Sénégal et descend à 35 kg au Ghana et même à 32 kg au Nigeria<sup>10</sup>.

Malgré les efforts du Gouvernement guinéen, à travers les subventions annuelles successives des campagnes agricoles, la filière rizicole est caractérisée par des contraintes majeures notamment : la faible irrigation, la non-maitrise des ressources hydriques, la faible mécanisation, et d'autres facteurs liés au transport, au réseau routier, au manque de moyens financiers, à l'analphabétisme, aux faibles rendements, aux faibles productions de paddy, ou encore à des pertes post-récoltes importantes. A cela s'ajoutent la mauvaise qualité du riz proposé à la consommation à cause des difficultés de conservation, transformation et stockage des récoltes, le manque d'infrastructures de conservation, de stockage et le faible niveau de mécanisation des opérations de transformation (étuvage, décorticage, vannage, séchage), entraînant d'importantes pertes post-récoltes estimées à plus de 20 pour cent<sup>11</sup>.

8 <https://www.invest.gov.gn/page/agriculture?onglet=presentation>

9 <http://hubrural.org/IMG/pdf/guinee-etude-biblio-filiere-riz.pdf>

10 <https://www.agenceecofin.com/riz/0210-80914-comprendre-le-marche-rizicole-en-afrique-subsaharienne-en-9-points-cles#:~:text=La%20consommation%20grimpe%20entre%2080%20et%20100%20kg%20en,importations%20pour%20couvrir%20ses%20besoins.>

11 *L'Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires*







*Le riz est la principale culture vivrière de la Guinée. Il joue un rôle social et économique important en offrant une activité génératrice de revenus aux femmes et aux jeunes qui le produisent et le transforment.*

© WFP / Yeni Soh

Ces contraintes accentuent non seulement la pénibilité du travail pour les agriculteurs (plus marquée au niveau des femmes) et entraînent une faible compétitivité (qualitativement et quantitativement) du riz local, et ne concourent pas à la réduction des importations de riz estimées à plus de cinq cent mille tonnes de riz pour un coût estimatif de 300 millions de dollars américains par an, pour palier à l'insuffisance du riz produit localement.

## COMMENT AMÉLIORER LA PRODUCTION LOCALE ET OPTIMISER LA CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ, PRINCIPAL ALIMENT DE BASE DES GUINÉENS, GRÂCE À UNE MEILLEURE GESTION DES PERTES POST-RÉCOLTES ?

La République de Guinée s'est dotée d'une vision "Guinée 2040" qui ambitionne à l'horizon 2040<sup>12</sup>, de construire un pays émergent et prospère, maître de son destin, assurant un niveau élevé de bien-être à ses populations et garantissant l'avenir des générations futures. Cette vision doit permettre de bâtir une Guinée ouverte, respectée, contribuant pleinement aux dynamiques et mutations à l'échelle sous régionale, régionale et mondiale. Dans son orientation politique, le gouvernement guinéen veut atteindre l'autosuffisance alimentaire de sa population notamment en matière de riz. Cet engagement s'est traduit par le développement de programmes nationaux essentiellement centrés sur la production du riz, mais aussi sur la mise en place de solutions durables à certaines contraintes, dont la réduction des pertes post-récoltes, qui impacte négativement la production nationale et constitue un facteur prépondérant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire.

## L'ASSISTANCE DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

La réduction des pertes post-récoltes, la transformation du secteur agricole et l'autosuffisance alimentaire soutenus par des systèmes alimentaires durables sont au centre des actions prioritaires pour la Guinée. Dans cette perspective, et avec l'appui du CERFAM, du PAM et des partenaires au développement et des acteurs engagés dans la filière rizicole, le gouvernement guinéen se mobilise et se dit prêt à relever le défi de l'autosuffisance en riz par le biais d'actions concrètes visant à réduire les pertes post-récoltes et autres dysfonctionnements inhérents à la filière.

### Une évaluation des pertes post-récoltes dans la filière rizicole en Guinée

En juin 2021, le gouvernement de la République de Guinée, à travers le ministre délégué de l'Agriculture et de l'élevage a sollicité l'appui technique du CERFAM et du PAM, dans le but d'accompagner les actions du gouvernement dans le processus de renforcement des capacités des groupements des petits producteurs agricoles en matière de gestion des pertes post-récoltes et d'optimisation de la chaîne de valeur du riz en lien avec les cantines scolaires basées sur les achats locaux.

12 <https://pndesguinee.org/images/documents/pndes/Vision-Guinee-2040.pdf>





Le riz joue un rôle social et économique important en offrant une activité génératrice de revenus tout au long de la chaîne de valeur particulièrement aux femmes.

© CERFAM



© CERFAM

Des échanges ont eu lieu avec les producteurs et acteurs de la filière riz de la Région de N'Nzérékoré ainsi qu'avec des acteurs clés de la filière riz en Guinée, juin 2021. ©CERFAM

Ainsi, avec la collaboration de partenaires notamment HELP Logistics<sup>13</sup>, une organisation à but non lucratif qui fournit des services de conseil, de formation, d'éducation et de recherche et dont la mission est d'être un catalyseur pour le transfert des connaissances de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique, et la division des chaînes d'approvisionnement du PAM, une mission intégrée d'évaluation des pertes post-récoltes de la filière rizicole et des capacités des petits producteurs agricoles a été réalisée et des pistes de solutions après l'analyse des résultats ont été proposées. Des recommandations, en vue de réduire les pertes post-récoltes au niveau du riz local et améliorer la production locale, ont été faites à la suite de cette évaluation et de l'analyse des données sur la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des échanges avec les producteurs et acteurs de la filière riz du pays. Les recommandations principales portent sur une meilleure structuration des activités de ramassage, d'étuvage, de stockage et de transport, la fourniture d'une assistance technique aux producteurs, avec des équipements innovants dans la transformation et l'amélioration du riz local, ou encore le renforcement des connaissances en formant les agriculteurs et agricultrices et autres acteurs de la filière aux bonnes pratiques en matière de gestion post-récolte.

## UNE FEUILLE DE ROUTE POUR OPTIMISER LA CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ EN GUINÉE

A la suite de la mission d'évaluation et d'analyse des pertes post-récoltes réalisée en juin 2021, les résultats de la mission comprenant un plan d'action ont été présentés au cours d'un atelier de validation, présidé par SEM Mamoudou Nagnalen Barry, ministre de l'Agriculture et de l'élevage en février 2022 à Conakry. Cet atelier, facilité par le CERFAM, et qui a réuni une quarantaine de participants, principalement des cadres du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, les cadres des autres Ministères impliqués et les entités impliquées dans la mise en œuvre du projet, a permis de valider les résultats de la mission et d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre du plan d'action préparé par le CERFAM et les experts de HELP Logistics et de la division des chaînes d'approvisionnement du PAM. Cette feuille de route identifie les potentielles sources de financement et les partenaires pour l'exécution dudit plan d'action et devrait contribuer à une meilleure gestion des goulots d'étranglement de la filière, y compris la réduction significative des pertes post-récoltes et le renforcement des petits exploitants agricoles et autres acteurs intervenant au niveau de la filière riz dans le pays.



© WFP / Yeni Soh

Photo de famille avec le Gouvernement de la République de Guinée, le PAM, le CERFAM et leurs partenaires lors de la validation des résultats de la mission d'évaluation et d'analyse des pertes post-récoltes pour la filière riz





*L'Afrique regorge d'expériences novatrices, d'expertises locales et régionales de qualité pour améliorer le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition. L'accès aux informations sur les bonnes pratiques, combiné avec l'expertise pour leur mise en œuvre pourrait être la clé de voûte pour changer la façon dont le continent, en général et la Guinée en particulier, traite cette question, à travers la coopération Sud-Sud et Triangulaire et l'assistance technique.*

**PATRICK TEIXEIRA, DIRECTEUR PAR INTÉRIM DU CERFAM**

## TIRER PARTI DES BONNES PRATIQUES GRÂCE À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

En Guinée, les pertes vont de 20 jusqu'à 60 pour cent, en raison d'un accès limité pour les producteurs à des solutions de stockage, d'emballage et de transport. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud et Triangulaire, le CERFAM a collaboré avec le Centre d'Excellence du PAM pour la transformation rurale (Chine CoE) pour solliciter la contribution d'experts de l'Université de technologie du Henan (République Populaire de Chine), afin de partager leur expertise technologique et expérience quant aux bonnes pratiques pour réduire les pertes post-récoltes dans la chaîne de valeur du riz. Les experts chinois ont rappelé les principales pertes et causes potentielles dans le secteur du riz et présenté des solutions et technologies visant à réduire les pertes de riz, par le biais de systèmes de séchage, de nettoyage, de décorticage, d'emballage et de stockage. D'autres présentations ont meublé cet atelier, notamment : (i) la présentation des résultats de la mission d'évaluation et d'analyse des pertes post-récoltes de la filière riz en Guinée, faite par deux cadres supérieurs du ministère de l'Agriculture et de l'élevage avec l'appui du CERFAM, de Help Logistics et du PAM ; (ii) le partage d'expérience et expertise de Help Logistics à travers un exercice de groupes sur les pratiques de prises de décisions au niveau des différents acteurs et maillons de la chaîne d'approvisionnement pour répondre à la demande des clients/bénéficiaires et minimiser le coût de la chaîne d'approvisionnement ; (iii) le partage d'expérience et d'expertise de la Division des chaînes d'approvisionnement du PAM avec le partage de quelques solutions pour réduire les pertes post-récoltes et des facteurs qui ne favorisent pas la production suffisante de riz en Guinée.

## L'ENGAGEMENT DES PARTENAIRES POUR LA FAIM ZÉRO EN AFRIQUE

Le CERFAM et le bureau du PAM en Guinée, ainsi que leurs partenaires s'engagent pleinement à accompagner le gouvernement guinéen dans la mise en œuvre du plan d'action en mobilisant et coordonnant les efforts et aussi en facilitant le déploiement des expertises de plusieurs partenaires et pays, pour des interventions susceptibles de réduire les pertes au niveau de la filière riz en République de Guinée. Ils s'engagent par ailleurs à accompagner les petits exploitants dans l'organisation, la structuration et la professionnalisation de la filière sur toute la chaîne, en vue de garantir l'augmentation de la productivité et la qualité du riz.



© WFP / Yeni Soh





Depuis le **25 mars 2022**, le CERFAM célèbre ses **3 ans d'existence**. **1er Centre d'excellence en Afrique**, le CERFAM s'est mis au service des gouvernements des pays Africains et des partenaires de développement pour appuyer leurs efforts dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Dans le cadre de cette célébration, M. Patrick Teixeira, Directeur par intérim du CERFAM, a donné une interview au **Média MEDI 1 TV Afrique**, avec qui il a rappelé l'historique de la création du Centre, présenté les principales réalisations des 3 ans d'activités et dégagé les perspectives pour 2022 et au-delà.

Le 24 mars 2022, le CERFAM a fait une communication en tant que panéliste sur le thème **«L'importance de la documentation et de la diffusion de bonnes pratiques et leçons apprises sur les chaînes de valeur agricoles en Afrique»**. C'était à l'occasion du 1er webinar du Centre d'Etudes Prospectives sur l'autonomisation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles. Le CERFAM y était aux côtés de la FAO, de l'ONUDI, de ONUFEMMES, de la Banque Africaine de Développement et d'une entreprise du secteur privé.

**Le CERFAM a organisé, du 15 au 20 mars 2022**, une visite d'étude en Côte d'Ivoire d'une délégation de la Gambie, venue apprendre et s'inspirer des bonnes pratiques des programmes d'alimentation scolaire. Cette visite d'étude s'est déroulée sous 2 formats : (i) d'échanges en ligne avec des points focaux des programmes d'alimentation scolaire du Bureau du PAM en Côte d'Ivoire, des représentants du Sénégal, du Bénin et du Nigéria, du Gouvernement et des ministères de Côte d'Ivoire ; (ii) des visites terrain et des échanges avec des membres de groupements et coopératives rurales au Nord de la Côte d'Ivoire.

Les 24 et 25 février 2022, le CERFAM a soutenu le ministère de l'Agriculture et de l'élevage de la Guinée dans l'organisation et la facilitation d'un atelier national de restitution des résultats d'une mission d'évaluation et d'analyse des pertes post-récoltes en Guinée, qui s'est déroulée du 14 au 29 juin 2021. Cet atelier a été organisé en collaboration avec le bureau du PAM en Guinée et HELP Logistics, et financé par le ministère de l'Agriculture et des affaires rurales de la Chine.

M. Patrick Teixeira, Directeur par intérim du CERFAM, a présenté le 17 février 2022, le Centre ainsi que les expériences de bonnes pratiques développées avec les pays dans la sous-région à SEM Myss Belmonde Dogo, ministre de la Solidarité et de la lutte contre la pauvreté de la Côte d'Ivoire. Ces échanges interviennent dans le cadre de la recherche de pistes de collaboration, d'interventions conjointes à venir et de types d'accompagnement et d'appui aux projets du ministère que le CERFAM pourrait fournir.

Le CERFAM a organisé le 15 février 2022, avec la collaboration du bureau du PAM au Sénégal, un webinar pour partager **les expériences de plaidoyer pour le financement et la pérennisation des programmes d'alimentation scolaire**, avec des acteurs et décideurs de la région Ouest Africaine et au-delà. Ce webinar, présidé par SEM. Mamadou Talla, Ministre de l'Education nationale du Sénégal, a réuni plus de 150 participants.

Le CERFAM a organisé le 10 février 2022, avec la collaboration du Bureau du PAM en République du Congo, un webinar pour échanger autour du thème : **« Transformer et améliorer la chaîne de valeur du manioc pour renforcer les moyens de subsistance des agriculteurs en Afrique »**. Le webinar a rassemblé 80 acteurs de la chaîne de valeur du manioc.

**Le CERFAM a échangé, les 18 et 19 janvier 2022 à Cotonou, avec les acteurs nationaux afin de faire le point sur les progrès et les défis du programme d'alimentation scolaire ainsi que les réponses aux besoins en renforcement de capacités des acteurs impliqués dans ce programme. C'était au cours d'un atelier d'identification des besoins en renforcement de capacités en alimentation scolaire au Bénin.**





© CERFAM / Marina Mea



“Le développement de chaînes de valeur alimentaires durables peut offrir des moyens de sortir de la pauvreté à des millions de ménages pauvres dans les pays en développement.”

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

## CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassan II,  
Rue des Bougainvilliers, Lot 20  
01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire •  
Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85



@WFP\_CERFAM



[wfp.org/cerfam](http://wfp.org/cerfam)

ou [wfp.org/publications/cerfam-newsletter](http://wfp.org/publications/cerfam-newsletter)

pour relire nos précédents bulletins

Pour en savoir davantage sur le CERFAM : Patrick TEIXEIRA, Directeur a.i. [patrick.teixeira@wfp.org](mailto:patrick.teixeira@wfp.org)  
Marina MEA DIBY, Chargée de Communication [marina.mea@wfp.org](mailto:marina.mea@wfp.org)